

Mise en œuvre des dispositions de la loi du 21 août 2007 relative au dialogue social et à la continuité du service public

Mise en oeuvre des dispositions de la loi du 21 août 2007 relative au dialogue social et à la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs et de la loi du 19 mars 2012 relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers et à diverses dispositions dans le domaine des transports.

GRH00924
(PS 1 H)

Édition du 15 janvier 2019

Version n° 01 du 15 janvier 2019

Applicable le 1^{er} février 2019

Référence article : GRH00924 150119 -011

Émetteur : Direction des Ressources Humaines du Groupe Public Ferroviaire

Sommaire

1. Préambule.....	5
2. Objet.....	5
3. Mieux prévenir les conflits : la démarche de concertation immédiate	6
3.1. L'obligation de négocier avant tout préavis	6
3.2. Dépôt d'un préavis après DCI.....	7
4. Mieux organiser le service : la Déclaration Individuelle d'Intention.....	9
4.1. Catégories d'agents concernés par la Déclaration Individuelle d'Intention (DII).....	9
4.2. Information des agents soumis à l'obligation de DII	10
4.3. Délai de prévenance	10
4.4. Absence de déclaration individuelle d'intention de participer à la grève, de déclaration de renonciation à participer à la grève ou déclaration de reprise du travail.....	11
5. La réalisation du plan de transport annoncé.....	12
5.1. Le principe : réaffecter les agents disponibles	12
5.2. Le personnel concerné par la réaffectation.....	13
5.3. Recensement des ressources et formation	13
5.4. Les conditions de la réaffectation.....	13
6. Rémunération et décompte de l'absence.....	14
6.1. Personnel sédentaire	14
6.2. Personnel roulant.....	14
Annexe 1 : Lexique	15
Annexe 2 : Formulaire DII.....	17

1. Préambule

La loi du 21 août 2007 relative au dialogue social et la continuité du service public de transport ouvre aux voyageurs des droits nouveaux en cas de perturbation prévisible du trafic.

Ces droits concernent :

- la garantie d'un niveau de service sur les dessertes prioritaires ;
- la garantie d'une information gratuite, précise et fiable ;
- un droit au remboursement des titres de transport en cas de défaut dans la mise en œuvre du plan de transport ou de l'information, quand l'entreprise est directement responsable de ce défaut d'exécution.

Cette loi a été complétée par la loi du 19 mars 2012, relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers et à diverses dispositions dans le domaine des transports.

Pour tenir le service annoncé aux clients, l'entreprise doit connaître à l'avance les moyens humains et matériels indispensables dont elle disposera.

2. Objet

Cette directive a pour objet de préciser les dispositions légales et conventionnelles en vigueur qui s'inscrivent dans le respect des dispositions des lois du 21 août 2007 et du 19 mars 2012 et qui permettront de concilier le respect du droit de grève et la continuité du Service Public.

INTERNE SNCF

3. Mieux prévenir les conflits : la démarche de concertation immédiate

Afin de limiter les inconvénients supportés par les voyageurs en cas de perturbation, la loi a souhaité promouvoir l'amélioration du dialogue social, afin de réduire le nombre de grèves. Il s'agit de son volet "prévention des conflits" qui rend obligatoire une période de concertation avant tout dépôt d'un préavis de grève.

En application de la loi, un avenant au protocole d'accord RH 0826 « amélioration du dialogue social et prévention des conflits à la SNCF » a été conclu le 13 décembre 2007 pour rendre obligatoire une démarche de concertation immédiate (DCI), facultative à l'origine.

3.1. L'obligation de négocier avant tout préavis

Dès qu'une organisation syndicale représentative, au sens de l'article 2 du chapitre 1 du Statut des relations collectives entre SNCF, SNCF Réseau, SNCF Mobilités constituant le Groupe Public Ferroviaire et leurs personnels, voit apparaître un sujet qui pourrait déboucher sur un conflit social, elle doit expliquer par écrit le problème et ses causes, en initialisant une démarche de concertation immédiate.

Un préavis de grève ne peut être déposé par une organisation syndicale qu'après avoir eu recours à une telle démarche.

* Conditions de validité de la DCI :

Pour qu'une DCI soit valable, elle doit :

- être à l'initiative d'une ou plusieurs organisations syndicales représentatives,
- être datée,
- être adressée par écrit,
- à l'autorité intéressée,
- être signée par un représentant syndical ou un délégué syndical d'établissement,
- évoquer un problème clairement identifié, unique ou des motifs susceptibles de provoquer un conflit : il doit s'agir de revendications d'ordre professionnel ; ne sont pas considérées comme telles les revendications illégales, les manifestations de soutien ou de solidarité sans rapport avec les intérêts professionnels, les motifs politiques sans incidence professionnelle.

La période de négociation doit permettre de faire tous les efforts utiles pour rechercher un accord et éviter le dépôt d'un préavis.

* **Organisation de la négociation** :

Une première réunion doit se tenir au plus tard dans les trois jours après la réception de la demande.

Pour le décompte du délai de 3 jours au cours duquel l'employeur doit recevoir les OS qui ont déclenché la procédure de DCI, il convient de respecter les principes suivants : lorsqu'un délai est exprimé en jours, celui de l'acte, de l'événement, de la décision ou de la notification qui le fait courir ne compte pas (article 641 du code de procédure civile). Le délai qui expire normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant (article 642 du code de procédure civile)¹

D'autres réunions peuvent être programmées afin de finaliser la réponse au(x) problème(s) soulevé(s) pendant une durée de 10 jours ouvrables à compter de la réception de la demande.

* **Un relevé de conclusion concerté** mettant en avant les points d'accord et de désaccord doit être rédigé par les 2 parties et diffusé à l'ensemble du personnel concerné dans les plus brefs délais afin de leur permettre d'apprécier la situation. Il peut être signé par ces deux parties si elles le souhaitent.

Si, à l'issue de huit jours de concertation, malgré la recherche commune de solutions, aucun terrain d'entente n'a pu être trouvé, la ou les organisations syndicales ayant formulé la demande de concertation immédiate peuvent déposer un préavis de grève. Un relevé de conclusion actant le désaccord est rendu public.

3.2. Dépôt d'un préavis après DCI

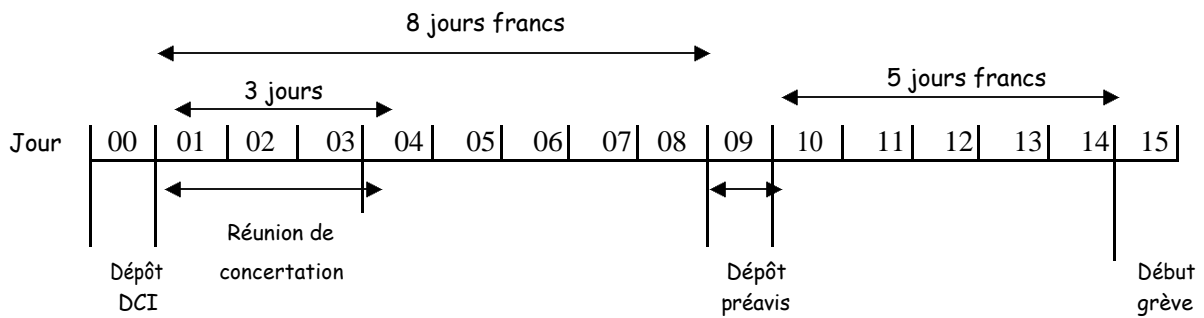
Conditions pour qu'un préavis soit recevable :

- un délai de 8 jours francs à compter de la réception de la démarche de concertation immédiate est obligatoirement respecté,
- il émane d'une ou des organisations syndicales ayant notifié la DCI,
- le délai de 5 jours francs est respecté entre le dépôt du préavis et le premier jour de grève,
- il est daté,
- il est adressé par écrit à l'autorité intéressée,
- par un représentant syndical ou un délégué syndical d'établissement,
- il précise les motifs du recours à la grève qui doivent avoir fait l'objet de la démarche de concertation immédiate préalable,
- il est déposé après l'approbation du relevé de conclusion définitif et au plus tard dans un délai de 15 jours francs après la diffusion de ce relevé.

INTERNE SNCF

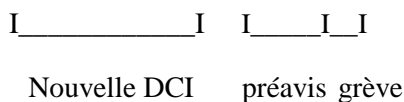
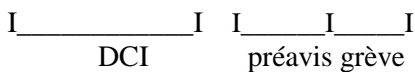
¹ Exemple : si une DCI est déposée le jeudi, la première réunion de négociation peut être programmée le lundi.

Exemple (délai minimal entre le dépôt de la DCI et le début de la grève) :



Une même organisation syndicale ne peut redéposer un préavis pour le même motif :

- qu'à l'issue du délai du préavis en cours,
- et qu'après avoir eu recours à une nouvelle démarche de concertation immédiate.



En cas de non-respect de ces règles, (absence de DCI préalable, motifs différents entre DCI et préavis, non-respect des délais...) le préavis déposé est irrecevable et l'information en est faite par l'entreprise par courrier adressé à l'organisation syndicale. Un avis au personnel est affiché pour informer les salariés de l'irrecevabilité du préavis.

INTERNE SNCF

4. Mieux organiser le service : la Déclaration Individuelle d'Intention

Pour respecter l'obligation d'informer les voyageurs 24 heures à l'avance et permettre l'organisation du service, la loi impose aux catégories d'agents indispensables à l'exécution du plan de transport de déclarer au plus tard 48 heures à l'avance leur intention de participer à la grève.

4.1. Catégories d'agents concernés par la Déclaration Individuelle d'Intention (DII)

Les agents soumis à l'obligation préalable de déclarer leur intention de participer à la grève sont :

- les agents de conduite (sauf ceux qui sont affectés dans des roulements dédiés exclusivement au Fret),
- les agents d'accompagnement des trains,
- les agents en charge des opérations de mouvement et manœuvre des matériels roulants,
- les agents en charge de la gestion des mouvements de matériels roulants au sein des sites de maintenance et des stations-services,
- les agents de maintenance du matériel en charge de la maintenance courante de niveau 1 à 3,
- les agents en charge de la logistique matériel dans les Technicentres
- les agents des centres opérationnels en charge de la gestion du plan de transport des activités voyageurs,
- Les personnels en charge de la couverture en ressources (agents et matériels roulants) du plan de transport,
- Les agents en charge de la mise en mouvement des trains,
- Les agents des cellules et centres opérationnels escale,
- Les agents en charge de l'information voyageurs en temps réel,
- Les agents contribuant à la gestion opérationnelle et au service de la circulation des trains (sont concernés les voies principales et les voies de services) : agents circulation (AC), aiguilleurs, régulateurs, chef circulation, chef de centre circulation (ou équivalent), coordinateur territorial circulation (ou équivalent)
- Les agents délégués de missions indispensables à l'exploitation (c'est-à-dire certaines missions incombant aux agents circulations qui sont délégués par contractualisation à des agents de SNCF Mobilités)
- Les régulateurs sous station
- Les agents des centres de supervision
- Les agents des services internes de sécurité de SNCF²

Qu'ils soient, notamment :

- en roulement,
- en service facultatif,
- agents de réserve formés à la tenue de ces postes.

INTERNE SNCF

² Quel que soit leur régime de travail

4.2. Information des agents soumis à l'obligation de DII

Les établissements informent par écrit les agents soumis à DII de cette obligation les concernant. L'information aux agents précise :

- Les personnes auprès desquelles la déclaration est à faire : DPX ou service de commande du personnel ou pôle RH ou, le cas échéant, les coordonnées de la plateforme téléphonique mise en place pour réceptionner ces déclarations³
- le lieu où le formulaire peut être retiré,⁴
- les modalités de transmission par lesquelles l'agent effectue personnellement sa déclaration parmi les moyens suivants :
 - remise en mains propres du formulaire contre récépissé,
 - télécopieur avec accusé de réception,
 - appel téléphonique avec remise d'un numéro d'accusé de réception,
 - mail avec accusé de réception.
 - application digitale de dépôt de DII (lorsqu'elle sera mise en place)

Les modalités d'utilisation de ces divers moyens sont précisées sur chaque établissement qui peut exclure certains modes de transmission, tout en conservant au moins deux modes de transmission à la disposition des agents.

4.3. Délai de prévenance

La déclaration individuelle d'intention doit être portée à la connaissance de l'employeur au plus tard 48 heures avant que l'agent participe à la grève.

Toutefois, les agents qui, pour des raisons avérées (congé en cours au début du préavis et se terminant moins de 48h avant le début de la grève par exemple), n'ont pas été en capacité de transmettre leur déclaration en temps utile ne sont pas tenus au respect du délai de 48 heures. Ils doivent cependant établir dès que possible leur déclaration individuelle.

Les agents réaffectés d'un autre établissement ou d'une autre unité dans les conditions prévues à l'article 4 du chapitre suivant ne sont pas tenus au respect du délai de 48 heures lorsque les circonstances de leur réaffectation ne le leur permettent pas. Ils doivent cependant établir dès que possible leur déclaration individuelle.

L'agent peut rejoindre la grève à l'une de ses prises de service comprises dans la période couverte par le préavis, sous réserve d'en avoir déclaré l'intention au plus tard 48 heures à l'avance.

L'agent qui a déclaré son intention de participer à la grève et qui renonce à y participer en informe son employeur au plus tard vingt-quatre heures avant l'heure prévue de sa participation à la grève afin que ce dernier puisse l'affecter dans le cadre du plan de transport. Cette information n'est pas requise lorsque la grève n'a pas lieu ou lorsque la prise du service est consécutive à la fin de la grève.

INTERNE SNCF

³ Cette plateforme téléphonique prendra en charge les dépôts de DII par téléphone. Les informations issues de ces déclarations individuelles ne peuvent être utilisées que pour l'organisation du service durant la grève. Elles sont couvertes par le secret professionnel. Les DII seront traitées par l'établissement d'attache de l'agent.

⁴ Modèle de DII joint en annexe

L'agent qui participe à la grève et qui décide de reprendre son service en informe son employeur au plus tard vingt-quatre heures avant l'heure de sa reprise afin que ce dernier puisse l'affecter dans le cadre du plan de transport. Cette information n'est pas requise lorsque la reprise du service est consécutive à la fin de la grève.

La DII devient caduque :

- si elle n'est pas suivie d'effet au moment prévu ;
- à la réception de la déclaration de renonciation à participer à la grève ;
- à l'heure de reprise du travail mentionnée sur la déclaration de reprise ;
- en cas de non-respect du délai de prévenance, lorsque l'agent reprend le travail (ou se remet à disposition pour les agents placés en service facultatif).

L'agent conserve la possibilité de rejoindre le mouvement de grève, sous réserve qu'il en informe le service compétent au plus tard 48 heures à l'avance par une nouvelle DII.

Par conséquent, en cas de préavis unique, la pratique consistant à déposer plusieurs DII pour pouvoir se mettre en grève sur plusieurs jours successifs n'est pas autorisée.

4.4. Absence de déclaration individuelle d'intention de participer à la grève, de déclaration de renonciation à participer à la grève ou déclaration de reprise du travail

L'agent n'ayant pas établi de DII est présumé ne pas participer à la grève. Il fait partie des personnels disponibles réaffectables.

Les agents, soumis à l'obligation de déclarer leur intention de participer à la grève, qui participeraient au mouvement sans en avoir informé le service préalablement dans le délai imparti sont passibles d'une sanction disciplinaire.

Est également passible de sanction disciplinaire, l'agent qui, de façon répétée, n'a pas informé son employeur de son intention de renoncer à participer à la grève ou de reprendre son service.

Est considérée répétée, la non-observation de ces obligations qui se produit deux fois durant un même mouvement de grève ou trois fois à l'occasion de mouvements de grève différents au cours des douze mois précédents.

INTERNE SNCF

5. La réalisation du plan de transport annoncé

Dès que des perturbations sont annoncées, quelle que soit leur origine, le Groupe Public Ferroviaire doit adapter son plan de transport et prévoir les moyens nécessaires pour le réaliser.

Il doit tout mettre en œuvre pour exécuter le plan de transport annoncé et assurer l'information des voyageurs.

En dehors des moyens habituels dont dispose l'entreprise pour organiser la production (transfert de charge à une entité non concernée par le préavis), la loi permet de réaffecter les agents disponibles en fonction des besoins, l'objectif étant d'assurer dans les meilleures conditions le plan de transport annoncé et de mettre en œuvre le plan d'information des voyageurs. En cas de grève, les personnels disponibles sont les personnels de l'entreprise non grévistes.

5.1. Le principe : réaffecter les agents disponibles

Les personnels disponibles peuvent être réaffectés :

- Sur un emploi, un poste ou un service différent de celui prévu,
- Sur une mission particulière compatible avec leurs compétences (ex : diffusion d'information à la clientèle),
- Sur des périodes travaillées ou non (repos) dans les conditions prévues par l'accord sur l'organisation du temps de travail signé le 14 juin 2016 :
 - En application de l'article 6.3 bis, tous les agents roulants sont placés en service facultatif, ce qui rend l'agent disponible dès la fin du repos journalier réglementaire et non pas à l'issue du repos initialement prévu au roulement.
 - En application de l'article 24-2 bis le tableau de roulement ou le programme semestriel des agents sédentaires peuvent être modifiés.

En cas d'insuffisance de personnels disponibles pour assurer le service annoncé aux voyageurs, un agent initialement prévu en repos peut être commandé sous réserve de respecter les conditions définies ci-dessous⁵.

INTERNE SNCF

⁵ Toutefois :

- Les repos en cours au début de la perturbation, ainsi que plus généralement tous les repos intégrés à une période d'absence en cours au début de la perturbation ne seront pas modifiés.
- En cas d'insuffisance de personnels disponibles pour assurer le service annoncé, seuls les repos placés au moins deux jours francs après le début de la perturbation sont susceptibles d'être déplacés.
- Les repos déplacés restent intégralement dus à l'agent.
- Les congés programmés accordés avant le début d'un conflit ne sont pas modifiés.

5.2. Le personnel concerné par la réaffectation

Sont réaffectables :

- les agents du même métier,
- les agents en repos ou en formation⁶,
- et en cas de grève :
 - les agents soumis ou non à DII,
 - les agents n'appartenant pas à l'établissement couvert par le préavis.

Les modifications de commande ainsi que de lieu de travail sont possibles.

5.3. Recensement des ressources et formation

La mise en œuvre de la réaffectation en vue d'assurer les niveaux de service prévus nécessite de mettre à la disposition de la production les compétences utiles. Il est procédé, au niveau approprié (établissement, région, direction d'activité, direction métier) à un recensement des compétences disponibles.

Un suivi régulier des agents réaffectables sur des métiers qui demandent des aptitudes et des compétences spécifiques, est effectué. En cas de besoin, des compléments de formation leur sont donnés.

5.4. Les conditions de la réaffectation

Principe :

Un agent ne peut être réaffecté à une tâche que s'il détient les aptitudes et les habilitations nécessaires (notamment connaissances de lignes, de matériels ou d'installations).

Dans la mesure du possible, on privilégie la réaffectation sur un emploi, un service ou un poste similaire ainsi que la proximité géographique.

Enfin, les agents de conduite ne sont pas réaffectés sur des missions normalement assurées par des ASCT, et vice versa.

La loi du 21 août 2007 permet la réaffectation de personnels disponibles au sein de chaque entreprise de transport y compris à partir d'un site non couvert par un préavis. Les agents réaffectés, placés sous la subordination du responsable de l'établissement ou de l'unité couverte par un préavis, peuvent participer à la grève sous réserve de déclarer préalablement leur intention.

Les agents sont informés de leur réaffectation dans les meilleurs délais.

⁶ Toutefois :

- Les repos en cours au début de la perturbation, ainsi que plus généralement tous les repos intégrés à une période d'absence en cours au début de la perturbation ne seront pas modifiés.
- En cas d'insuffisance de personnels disponibles pour assurer le service annoncé, seuls les repos placés au moins deux jours francs après le début de la perturbation sont susceptibles d'être déplacés.
- Les repos déplacés restent intégralement dus à l'agent.
- Les congés programmés accordés avant le début d'un conflit ne sont pas modifiés.

6. Rémunération et décompte de l'absence

6.1. Personnel sédentaire

Le décompte de l'absence et sa répercussion sur la rémunération sont effectués conformément à l'article 195-1 de la directive GRH00131.

Il est précisé, pour les agents ayant déclaré leur intention de participer à la grève et n'ayant pas reçu de commande pour la journée considérée, que l'absence est décomptée à partir de la fin du repos journalier ou périodique repris aux articles 31 et 32 de l'accord collectif sur l'organisation du temps travail du 14 juin 2016, soit l'heure à laquelle l'utilisation de l'agent est possible.

6.2. Personnel roulant

Le décompte de l'absence et sa répercussion sur la rémunération sont effectués conformément à l'article 195-2 de la directive GRH00131.

Il est précisé, pour les agents ayant déclaré leur intention de participer à la grève et n'ayant pas reçu de commande pour la journée considérée, que l'absence est décomptée à partir de la fin du repos journalier ou périodique (repris aux articles 15 et 16 de l'accord collectif sur l'organisation du temps travail du 14 juin 2016, soit l'heure à laquelle l'utilisation de l'agent est possible) ou à partir de l'heure indiquée lors de la DII.

INTERNE SNCF

Annexe 1 : Lexique

Jour :

Intervalle de temps qui comprend 24 heures.

Jour franc :

Le jour franc est un jour entier de 0 heures à minuit. Un délai franc est celui pour lequel on ne tient compte ni du point de départ ni du jour d'échéance.

Exemple : Un préavis de 5 jours francs devant être respecté pour le déclenchement d'une grève, dans l'hypothèse où un préavis est déposé le lundi par une organisation syndicale, la grève ne peut débuter qu'à compter du dimanche 0 heures.

Jour ouvrable :

On entend par jours ouvrables les jours de la semaine du lundi au samedi inclus à l'exception des jours fériés chômés.

Jour calendaire :

Il s'agit de tous les jours sans exception, dimanche et jours fériés compris.

Décompte d'un délai :

Lorsqu'un délai est exprimé en jours, celui de l'acte, de l'évènement, de la décision ou de la notification qui le fait courir ne compte pas (article 641 du code de procédure civile).

Le délai qui expire normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant (article 642 du code de procédure civile).

INTERNE SNCF

Annexe 2 : Formulaire DII

DECLARATION INDIVIDUELLE D'INTENTION N°.....

Lois du 21 août 2007 et du 19 mars 2012

Informations à réceptionner par le service concerné

<p>Cadre réservé à l'agent</p> <p>Mouvement social: Etablissement :</p> <p>Préavis : duàh au.....àh</p>	
<p>❶ NOM de L'AGENT : PRENOM : CP :</p> <p>ETABLISSEMENT/ ENTITE :</p> <p>Déclare avoir l'intention de participer à la grève, à compter du.....à.....h.....⁽¹⁾</p> <p>A Date : Signature :</p>	
<p>❷ NOM de L'AGENT : PRENOM : CP :</p> <p>Déclare, suite à la DII n°.....⁽²⁾ renoncer à participer à la grève⁽³⁾ reprendre le travail, à compter du.....à.....h.....⁽⁴⁾</p> <p>A Date : Signature :</p> <p><small>(1) Est possible d'une sanction disciplinaire le salarié qui n'a pas informé son employeur de son intention de participer à la grève au plus tard 48 heures avant la participation à la grève (2) Rayer les mentions inutiles (3) Est possible d'une sanction disciplinaire le salarié qui n'a pas informé son employeur de son intention de renoncer à participer à la grève au plus tard 24 heures avant l'heure de participation prévue, sauf lorsque la grève n'a pas lieu ou lorsque la prise du service est consécutive à la fin de la grève (4) Est possible d'une sanction disciplinaire le salarié qui n'a pas informé son employeur de son intention de reprendre le travail après avoir participé à la grève au plus tard 24 heures avant l'heure de reprise souhaitée, sauf lorsque la reprise du service est consécutive à la fin de la grève</small></p>	
<p>Cadre réservé à l'établissement</p> <p>❶ AVIS DE RECEPTION DE LA DII N°..... DE PARTICIPATION A LA GREVE</p> <p>Nom et prénom du représentant du l'Employeur :</p> <p>Fonction : Service :</p> <p>A reçu la Déclaration Individuelle d'Intention de M. le à h</p> <p><input type="checkbox"/> remise directe <input type="checkbox"/> par fax <input type="checkbox"/> par téléphone</p> <p>A le Signature :</p>	
<p>❷ AVIS DE RECEPTION DE LA DECLARATION ⁽¹⁾ DE RENONCIATION A PARTICIPER A LA GREVE SUITE A LA DII N° DE REPRISE DU TRAVAIL</p> <p>Nom et prénom du représentant du l'Employeur :</p> <p>Fonction : Service :</p> <p>A reçu la Déclaration de M. le à h</p> <p><input type="checkbox"/> remise directe <input type="checkbox"/> par fax <input type="checkbox"/> par téléphone</p> <p>A le Signature :</p> <p><small>(1) Rayer les mentions inutiles</small></p>	

INTERNE SNCF

Fiche d'identification

Identification du texte

<i>Titre</i>	Mise en oeuvre des dispositions de la loi du 21 août 2007 relative au dialogue social et à la continuité du service public
<i>Référentiel</i>	Référentiel Ressources Humaines
<i>Nature du texte</i> <i>Niveau de confidentialité</i>	Règle Interne SNCF
<i>Sécurité</i>	Non
<i>Émetteur</i>	Direction des Ressources Humaines du Groupe Public Ferroviaire
<i>Référence</i> <i>Index utilisateur (plan de classement)</i> <i>Complément à l'index utilisateur</i> <i>Ancienne référence</i>	GRH00924 (PS 1 H)
<i>Date d'édition</i>	15-01-2019
<i>Version en cours / date</i>	Version 01 du 15-01-2019
<i>Date d'application</i>	Applicable au 1 ^{er} février 2019
<i>Mode de distribution initiale</i>	Standard

Approbation

<i>Rédacteur</i>		<i>Vérificateur</i>	
Thomas DIVERT	15-01-2019	Charlotte PERDRIX	15-01-2019
<i>Approbateur</i>		<i>Administrateur</i>	
Jean-Robert JAUBERT Directeur des Relations Sociales	15-01-2019	Stéphane LEVY	15-01-2019

Textes abrogés

- Néant.

Textes de référence

- Loi du 21 août 2007.

INTERNE SNCF

Historique des éditions et des versions

<i>Edition</i>	<i>Version</i>	<i>Date de version</i>	<i>Date d'application</i>
30-05-2008	Version 01	30-05-2008	30-05-2008
30-05-2008	Version 02	30-12-2011	30-12-2011
30-05-2008	Version 03	10-05-2012	10-05-2012
10-01-2019	Version 01	15-01-2019	01-02-2019

Mise à disposition / distribution

Type de média : Intranet

Distribution

<i>Organismes de la direction de l'entreprise sans distribution par indicatif</i>	
<i>Epic SNCF</i>	APF
<i>EPIC Réseau</i>	MT, MTT
<i>EPIC Mobilités</i>	DF, ERM, ERT, ERV, GF, TER, VO
<i>Commune aux 3 EPICs</i>	EL, ELH, ELRH, ELU, GASR, RH, RHS, SAU, SLH
<i>Organismes rattachés</i>	
<i>Collections individuelles</i>	OSB, OSL, OSR, USG
<i>Entités concernées</i>	Toutes.
<i>Particularités de distribution</i>	

Services chargés de la distribution

	Nom de l'organisme	Coordonnées
Distribution initiale		
Distribution Complémentaire		

Résumé

Mise en oeuvre des dispositions de la loi du 21 août 2007 relative au dialogue social et à la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs et de la loi du 19 mars 2012 relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers et à diverses dispositions dans le domaine des transports.

Accompagnement du texte

Le rédacteur se tient à disposition pour le déploiement de ce document.

INTERNE SNCF